

Ekta Parishad
(Version 1- 8/03/2021)
DÉBAT EN LIGNE ET WEBINAIRE

La question des sans-terre, une composante essentielle de la crise mondiale

Introduction et problématique

La pauvreté mondiale est un phénomène essentiellement rural. Sur les 1,2 milliard de personnes dans le monde qui vivent dans l'extrême pauvreté - gagnant moins d'un dollar américain par jour - environ trois quarts vivent dans des zones rurales. La grande majorité de ces familles pauvres dépendent de l'agriculture pour leur subsistance et leur bien-être. Pour ces familles, la terre joue un rôle dominant dans leur vie économique et sociale, et leur relation à la terre définit largement leur accès aux opportunités, aux revenus, à la sécurité économique et nutritionnelle, et à leur statut social au sein de la communauté. La question de savoir comment améliorer et sécuriser la relation des familles pauvres avec la terre, et en particulier des agriculteurs et des travailleurs sans terre, reste une question cruciale dans une grande partie du monde.

Il existe aujourd'hui une tendance lourde visant à transformer les petits et moyens paysans en travailleurs sans terre. Cela prend la forme de déplacements massifs, d'accaparement des terres, d'endettement, de coûts élevés, de désastre écologique et d'autres formes. C'est peut-être la plus grande tragédie du passé récent que le noble objectif d'aider les travailleurs agricoles sans terre à devenir des agriculteurs ait été inversé, avec la dure réalité des agriculteurs se transformant en travailleurs sans terre. Ce mouvement prend plusieurs formes : les petits agriculteurs sont contraints de vendre leurs terres, en raison de dettes, de maladies ou d'autres accidents ; dans d'autres cas, ils sont expropriés en raison de projets gouvernementaux, que ce soit sous la forme d'infrastructures, de développement urbain, ou même d'investissements dans l'agroalimentaire encouragés par le gouvernement. Une autre situation courante est que les agriculteurs n'ont pas de titres légaux sur les terres qu'ils cultivent et possèdent, et que le gouvernement leur prend simplement les terres sans compensation, ou avec des compensations minimales, pour les donner sous forme de bail ou de concession à des investisseurs dans l'agrobusiness ou dans d'autres secteurs comme le tourisme. L'accaparement vert se produit lorsque le gouvernement prend les terres des agriculteurs locaux pour créer une zone protégée, qui est ensuite souvent gérée par des organisations de conservation. Enfin, les agriculteurs / communautés sont également privés de leurs droits sur les terres et les ressources naturelles lorsque les terres et forêts communes qui étaient gérées par les communautés sont distribuées ou vendues à de nouveaux venus, parfois des agriculteurs d'autres communautés, et plus souvent à l'agrobusiness ou à des entreprises agroforestières.

Le sort des agriculteurs qui perdent leurs terres est également variable : ils peuvent être contraints de louer leur propre terre au nouveau propriétaire, ou de devenir métayers (et

donc devenir des agriculteurs sans terre), ou ils peuvent devenir des ouvriers agricoles pour des agriculteurs plus riches ou pour de grandes entreprises de l'agrobusiness, souvent avec de faibles salaires et une grande insécurité (le plus souvent ils sont des travailleurs journaliers), et enfin ils peuvent essayer de trouver un emploi dans d'autres secteurs, dans de petites industries rurales ou dans un nouvel environnement urbain, où ils se retrouvent souvent dans des bidonvilles et avec des activités informelles, voire au chômage. Ils peuvent alors se retrouver non seulement sans terre mais aussi sans abri et affamés. Il est important d'analyser et de décrire ces flux, afin de lutter contre les nombreux discours gouvernementaux qui les justifient en expliquant qu'une réduction du nombre d'agriculteurs est rendue inévitable par la modernisation de l'agriculture, et que les agriculteurs qui vendent leurs terres ont la possibilité de mieux gagner leur vie dans d'autres secteurs économiques. D'après notre expérience, ce n'est pas ce qui se passe aujourd'hui, et la privation de terres entraîne une augmentation de la pauvreté et des inégalités, avec de nombreuses conséquences sociales et environnementales négatives. Cependant, tout en ayant cette affirmation générale, nous devons reconnaître que la nature de ce phénomène varie beaucoup d'une région à l'autre ou d'un pays à l'autre, et prendre en considération cette diversité. Dans le cas de l'Inde, que nous étudierons dans un premier temps comme point de départ, la privation de terres est très importante, et est principalement causée par deux facteurs : la concentration des terres au sein de la paysannerie, où les agriculteurs pauvres sont contraints de vendre leurs terres à des agriculteurs plus riches, et l'exclusion des terres communes des communautés traditionnelles (minorités ethniques) par l'administration forestière. En Amérique latine, la concentration des terres se produit également à un rythme élevé, directement des petits agriculteurs au secteur agro-industriel détenu par des "fazendeiros" d'agro-investisseurs d'autres régions ou de l'étranger. En Chine, le gouvernement a encouragé les agriculteurs à louer leurs terres à des sociétés agro-industrielles locales et à s'installer dans les villes où ils deviennent des travailleurs mal payés de l'industrie ou des services. La comparaison de ces situations permettra de mieux comprendre ce qui se passe au niveau mondial et de replacer ces questions dans le débat public, notamment pour lutter contre le discours de modernisation approuvé par la plupart des gouvernements et des organisations internationales.

Comment ces tendances peuvent-elles être inversées ou mieux contrôlées ? C'est là que se pose la question centrale de la "réforme agraire". Nous définissons la "réforme agraire" au sens large pour inclure les réformes qui augmentent la capacité des pauvres des zones rurales et d'autres groupes socialement exclus à accéder à la terre et à en garantir les droits. La réforme agraire a souvent été comprise comme n'incluant que la redistribution des terres ou la propriété foncière. Nous incluons également les réformes qui offrent une plus grande sécurité d'occupation et des droits aux propriétaires fonciers existants.

Les réformes agraires, politiques souvent associées à la redistribution des terres agricoles des riches vers les pauvres ou les sans-terre, ont été l'un des domaines les plus actifs des initiatives de politique agricole dans le monde en développement dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Les réformes agraires ont également été un thème traditionnel dans le modèle classique de développement.

Les droits fonciers constituent l'un des domaines d'action politique les plus controversés de l'histoire récente de la planète. Bien qu'il soit largement reconnu que les réformes foncières

constituent l'un des moyens les plus importants de réduire la pauvreté et d'améliorer la souveraineté alimentaire des couches les plus faibles de la population, il est bien connu depuis quelques années que l'État ne souhaite plus accorder une place importante aux réformes foncières dans ses politiques.

Par conséquent, tout effort global de réforme agraire devrait inclure ces deux éléments essentiels - fournir des terres aux paysans sans terre et protéger les droits fonciers des agriculteurs existants. Il est grand temps de sonder les priorités socio-éco-politiques des réformes foncières et leurs dilemmes en garantissant la propriété foncière aux pauvres sans terre et sans abri dans le monde entier.

Au nom du Forum mondial sur l'accès à la terre, nous aimerions organiser une CONFÉRENCE EN LIGNE sur les problèmes et enjeux profonds de la question des sans-terre, afin de comprendre les préoccupations essentielles et d'essayer de trouver la meilleure solution possible en faveur des communautés défavorisées dans le monde entier.

La structure du programme provisoire du webinaire de lancement est la suivante :

- 10 minutes d'un court documentaire sur la question des sans- terre
- 10 minutes de présentation de la conférence et des intervenants
- 25 minutes de déclaration d'ouverture par les orateurs (5 minutes x 5 orateurs)
- 20 minutes de questions structurées à chaque intervenant (4 minutes x 5 intervenants)
- 20 minutes Q/R
- 5 minutes de conclusion et de résumé

Intervenants attendus

- Discours d'ouverture : Christian / Mathieu (WFAL)
- Asie : Prof Praveen Jha (JNU, New Delhi Inde)
- Afrique : Mme Cathrine Gatandu (Action Aid Kenya)
- Amérique latine : Mme Ana (MST Brésil)
- Europe : Mme Sofia Monsalve (FIAN International)
- Remarques de clôture : Ramesh Sharma (EktaParishad)

Quels sont les résultats attendus de ce débat en ligne ?

- Meilleure compréhension de l'ampleur et des conséquences de la privation de terres
- Capacité à défendre / ramener le sujet dans l'agenda international
- Même chose au niveau national
- Trouver/ élargir/ renforcer les alliances au niveau régional/ international
- Préparer les campagnes/événements internationaux...

Questions à débattre en ligne : Quelles sont les questions que vous aimeriez aborder / approfondir dans les débats thématiques après le webinaire? (en séparant si possible des questions pour la 1e semaine / 2e semaine / 3e semaine de débat en ligne ?)

A quel public souhaitez-vous vous adresser ?

ORGANISATION PRATIQUE

Qui pourra mener ces débats au sein de votre organisation ?

Avez-vous des suggestions de personnes susceptibles de fournir des ressources ou d'organisations à impliquer/mobiliser dans le débat ?

Dans quelles langues souhaitez-vous que les échanges du webinaire thématique de lancement soient traduits ?

Auriez-vous des traducteurs bénévoles pour ces langues ?

Comment envisagez-vous de faire connaître les débats thématiques, par quels moyens de communication ?